Bosnie-Herzégovine : la République serbe de Bosnie choisit le risque de sécession

Description

Le 10 décembre dernier, le Parlement de la République serbe de Bosnie (RS), dont une partie des membres est proche du nationaliste Milorad Dodik, a voté en faveur d'un processus de retrait des institutions fédérales de cette entité. Si le processus suit son cours, une telle mesure pourrait sur le principe entrer en application dans moins de six mois et ainsi ouvrir la voie a un risque de sécession. Dans ce contexte, le Premier ministre croate Andrej Plenković (Union démocratique croate – HDZ – de Croatie) a rencontré le chef du SDA (parti de l'Action démocratique) Bakir Izetbegović à Dubrovnik, le 10 janvier 2022. D'après l'agence de presse Patria, les deux hommes sont tombés d'accord sur la nécessité d'œuvrer pour lever les blocages qui nuisent au bon fonctionnement des institutions de Bosnie-Herzégovine. Si la question des modifications de la loi électorale n'aurait pas été évoquée lors de l'entretien, A. Plenković et B. Izetbegović ont en revanche tous deux indiqué vouloir « *assurer l'égalité des peuples constitutifs* » (Bosniaques, Serbes et Croates).

L'ensemble des points évoqués par les deux dirigeants n'a pas été communiqué publiquement, mais le chef du SDA a exposé dès le lendemain la vision officielle de son parti pour l'entité fédérale croato-munsulmane (FBiH) : afin d'empêcher les blocages sur ce territoire, une réduction des pouvoirs de la Chambre des peuples de la FBiH (où siègent des représentants des peuples constitutifs) à un simple mécanisme de protection des intérêts vitaux serait nécessaire.

Pour sa part, le HDZ-BiH (Union démocratique croate de Bosnie et Herzégovine) n'a été satisfait ni de la rencontre organisée entre A. Plenković et B. Izetbegović, ni des déclarations du chef du SDA consécutives à l'entretien organisé à Dubrovnik. D'ailleurs, le 12 janvier, l'eurodéputé croate du HDZ Tomislav Sokol a vivement réagi à la fois en critiquant *« une hégémonie bosniaque bien pire que le séparatisme serbe »* et en se plaignant de la faible marge d'influence laissée aux Bosno-croates « *au sein des institutions de l'État de Bosnie-Herzégovine* », en précisant que ceux-ci n'ont même pas les moyens d'influencer la politique actuelle de M. Dodik. Selon l'agence de presse *Patria*, l'intervention de T. Sokol confirme que la majorité des députés européens croates soutiennent dorénavant la politique plus radicale de Dragan Čović, et non plus la politique du Premier ministre A. Plenković.

Sources : *Agence de presse Patria, Slobodna Bosna*.

date créée
18/01/2022
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre